



# IDEX LSE

## Un triple échec

La publication des résultats de l'attribution de la deuxième vague des Idex marque pour nous un triple échec.

Celui tout d'abord de la procédure Idex, et au delà, de l'esprit même de cette opération. Le simple fait que les projets Lyon/Saint-Étienne et héSam (Hautes Études, Sorbonne (Paris 1), Arts et Métiers) non retenus par le jury, fassent finalement leur retour par la petite porte, montre bien l'inutilité de la cette usine à gaz. Il était, à l'évidence, totalement absurde que le deuxième pôle national, après Paris, en matière d'enseignement supérieur et de recherche, fut absent du palmarès final visant à désigner les « pôles d'excellence de rang mondial ». À quelques (et graves) absences notables près, le résultat ne fait que confirmer la liste, que n'importe qui pouvait dresser, des centres universitaires et de recherche les plus importants de notre pays. L'objectif n'était donc pas d'identifier ces centres mais d'obtenir des modifications d'organisation voulues par le gouvernement, la mise en place d'instruments supra universitaires (« super établissements », fondations, etc.) aggravant encore les mécanismes mis en place par la LRU. Comme cela s'est déjà produit pour l'appel Labex, les considérations politiques ont une nouvelle fois prévalu, hommage du vice à la vertu, sur la pure mécanique des jurys.

L'échec stéphano-lyonnais est aussi celui d'une méthode qui a consisté à travailler en petit comité, coupé de la masse des acteurs de terrains (si ce n'est quelques interlocuteurs choisis), préférant faire appel à des cabinets d'experts auto-proclamés qu'à l'intelligence et la créativité de la communauté scientifique régionale. Il n'est pas étonnant que celle-ci ne se sente guère engagée par un tel projet et encore moins encline la soutenir avec enthousiasme et finalement peu affectée par son échec. L'argument du temps a servi à justifier cette précipitation. Ne sommes nous pas au terme du troisième appel en plus d'un an ? N'y avait-il pas le temps d'élaborer un vrai projet partagé ? Ce n'était clairement pas une priorité puisque le plan finalement déposé et les engagements qu'il contenait n'ont pu faire l'objet, notamment dans notre École, d'un examen et d'une prise de position précise des différents organes représentatifs (C.A., Comité technique). Cette préfiguration de la nouvelle gouvernance n'est vraiment enthousiasmante pour l'avenir. Il est tout aussi évident que l'incapacité des caciques universitaires régionaux à élaborer un projet rhône-alpin avec Grenoble et l'Université de Savoie a pesé dans la décision. L'hubris concurrentielle, au cœur du projet Idex, l'a emporté sur la logique coopérative

régionale, alors que René Ricol lui-même (Commissaire général à l'investissement) soulignait bien qu'il parlait d'initiative et non de campus d'excellence pour permettre justement la construction de projets régionaux ou inter-régionaux. Il est bien temps, pour le président de la région, Jean-Jacques Queyranne, d'exprimer des regrets et de vouloir lancer des initiatives communes

([http://www.rhonealpes.fr/include/viewFile.php?idtf=10301&path=0c%2FWEB\\_CHEM\\_IN\\_10301\\_1328282957.pdf](http://www.rhonealpes.fr/include/viewFile.php?idtf=10301&path=0c%2FWEB_CHEM_IN_10301_1328282957.pdf)).

Enfin, cet échec est celui de l'équipe restreinte qui s'est saisie de l'élaboration du projet et l'a conduite de bout en bout. On voudrait que l'échec (relatif) de la proposition stéphano-lyonnaise soit ressenti par tous alors que la majorité des acteurs de terrain est soit indifférente soit hostile à un projet vécu comme extérieur et ne les concernant pas, que ce soit dans le succès comme dans l'échec. La première réaction des promoteurs, loin de tout auto-critique salutaire dont ils paraissent bien incapables, est de laisser libre cours à leur satisfaction et d'insister sur la qualité du projet puisque le gouvernement a décidé d'accompagner malgré tout Lyon/Saint-Étienne et héSam, en se basant sur cet argument. Or, comme nous l'avons dit, ce soutien est essentiellement politique : Lyon/Saint-Étienne est tout simplement « too big to fail » comme on le disait des grandes banques au plus fort de la crise financière. Nos dirigeants peuvent difficilement s'attribuer le mérite de ce simple état de fait. Le gouvernement ne peut tout de même pas se déjuger au point de soutenir que les projets n'étaient pas bons et qu'il va malgré tout les accompagner par tous les moyens possibles ! Personne ne sait exactement pourquoi le dossier stéphano-lyonnais n'a pas été retenu même si Média Etudiant croit savoir qu'un « manque de contenu concret » serait à l'origine de ce échec.

(<http://www.mediaetudiant.fr/vie-etudiante/idex-deuxiemevague-wait-8616.php>)

On voudrait nous faire croire que ce projet peut continuer comme si de rien n'était alors qu'il n'a aucune légitimité : ni celle des organes statutaires des établissements du PRES de Lyon/Saint-Étienne, ni l'onction du jury de l'Idex.

Nous nous retrouvons une nouvelle fois à la croisée des chemins. Deux options sont possibles. La première est, dans la précipitation, de poursuivre avec obstination dans l'impasse élitiste et autoritaire où nos dirigeants nous ont engagé. L'autre consiste à prendre le temps, à partir de considérant totalement différents (comment faire avancer ensemble la totalité de la communauté enseignement-recherche sur Lyon/Saint-Étienne et, pourquoi pas, en Rhône-Alpes, offrir à tous les jeunes, de la région et d'ailleurs, la meilleure formation possible, développer une recherche originale et de qualité où chaque discipline trouve toute sa place) de construire un projet partagé, parce qu'élaboré en commun, réellement innovant car procédant de la mise à contribution l'intelligence de toute notre communauté. La deuxième a, sans surprise, notre préférence et nous prendrons prochainement les initiatives, avec les autres établissements de la région, pour tenter de faire avancer cette option-là.